

PREFECTURE DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON
PREFECTURE DE L'HERAULT

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
Les Echelles de la Ville - Antigone
3, place Paul Bec
34000 - MONTPELLIER

ARRETE N° : 2003 - 1 - 1678

OBJET : INSTALLATIONS CLASSEES
SA CEDEST ENGRAIS à Balaruc-les-Bains
Prescriptions complémentaires

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon
Préfet de l'Hérault
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU* le titre 1^{er} (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) du livre V (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances) du Code de l'Environnement, et notamment son article L 512-7;
- VU* le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions du Code de l'environnement susvisées, et notamment son article 34-1 ;
- VU* le décret du 20 mai 1953 modifié déterminant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU* l'arrêté préfectoral n°92-I-3097 du 22 octobre 1992 autorisant la société SUD FERTILISANT, usine de Balaruc-les-Bains, BP.2, 34540, Balaruc-les-Bains, à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'engrais minéraux sur le site de Balaruc-les-Bains (34540);
- VU* le récépissé de déclaration n° 01/208 du 28 septembre 2001 prenant acte de la reprise de l'activité des établissements SUD FERTILISANT de Balaruc-les-Bains, depuis le 28 décembre 2000, par la SA CEDEST ENGRAIS, dont le siège est situé à 60403 NOYON, 12 avenue de la Gare, BP 20070 ;
- VU* la déclaration de cessation définitive d'activité de la fabrication d'engrais sur le site de Balaruc-les-Bains en date du 12 septembre 2002 adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault par la SA CEDEST, dont le siège est situé 12, avenue de la Gare, BP 20070 60403 NOYON CEDEX ;
- VU* le rapport d'Evaluation Simplifié des Risques (ESR), daté du 23 juillet 2001, de son usine de Balaruc-les-Bains établi par la société GEOSUM pour le compte du Groupe CEDEST ENGRAIS ;
- VU* le rapport d'étude diagnostic approfondi du sous-sol et Evaluation Détaillée des Risques, daté de juin 2002 et complété en décembre 2002 par un projet de réhabilitation de son usine de Balaruc-les-Bains établi par la société GEOSUM pour le compte du Groupe CEDEST ENGRAIS ;

VU la circulaire du 10 décembre 1999 relative aux sites et sols pollués et aux principes de fixation des objectifs de réhabilitation ;

VU l'avis de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Languedoc-Roussillon ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 27 mars 2003 ;

CONSIDERANT que les études de pollution des sols remises ont mis en évidence, au droit du site, une contamination des sols par des métaux lourds (cadmium, arsenic, zinc, cuivre et plomb) et des eaux souterraines superficielles par les éléments suivants: nitrates, sulfates, potassium et manganèse ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article 34-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, il est de l'obligation de l'exploitant de remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que les mesures présentées par l'exploitant dans son courrier du 12/09/02 ne sont pas suffisantes pour garantir dans le temps la santé, la sécurité, la salubrité publiques et la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que le site, en cours de désindustrialisation, est situé dans un milieu sensible à l'entrée de la commune de Balaruc les Bains et à proximité immédiate de l'étang de Thau et que dans ces conditions il est nécessaire de surveiller et traiter rapidement les sols pollués et cela sans attendre une éventuelle réutilisation du site ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault ;

ARRETE

ARTICLE 1 – SURVEILLANCE

La SA CEDEST ENGRAIS doit mettre en place une surveillance renforcée de l'évolution de la pollution des eaux superficielles et souterraines au droit de son site au moyen de contrôles effectués sur l'ensemble des piézomètres, sur la station de pompage située au Nord du site et dans la lagune.

L'exploitant doit faire réaliser par un organisme agréé, tous les 6 mois, des analyses des eaux souterraines et superficielle prélevées sur les piézomètres installés, sur la station de pompage située au Nord du site et sur la lagune. Les mesures porteront sur les métaux lourds (Cd, As, Cu, Pb, Zn) et sur les éléments: nitrates, sulfates, potassium et manganèse. La fréquence de ces analyses sera portée à 3 mois pendant la durée des travaux prescrits à l'article 3 ci-après. La fréquence des analyses pourra ensuite être redéfinie par l'inspecteur des installations classées en fonction des résultats et de l'évolution des mesures constatée dans le cadre de cette surveillance.

Les résultats de ces contrôles sont transmis sans délai à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2 – BATIMENTS

La SA CEDEST ENGRAIS est tenue de supprimer :

dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté

- Les déchets stockés sur le site (bois, ferrailles, plastique...),
- Les produits finis,
- Les cuves de stockage des produits liquides ou solides. Les cuves devront être préalablement vidées et nettoyées,

dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté

- les cheminées en briques,
- les unités industrielles ayant servies à la mise en œuvre des procédés de fabrication ainsi que toutes les structures métalliques situées à l'extérieur des bâtiments.

dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté

- les unités industrielles situées à l'intérieur des bâtiments.

dans un délai de quatre ans à compter de la notification du présent arrêté

- Tous les bâtiments qui n'auraient pas trouvé de réutilisation.

ARTICLE 3 -- TRAITEMENT DES ZONES POLLUEES

La SA CEDEST ENGRAIS est tenue de mettre en œuvre dans un délai **d'un an**, les travaux de dépollution des sols contaminés par les métaux lourds afin de les rendre compatibles avec une réutilisation industrielle du site et de garantir sur le long terme tous risques de contamination des eaux superficielles, souterraines ou de l'Etang de Thau.

A cet effet l'exploitant assurera le confinement sur site des terres polluées. Le site de confinement sera réalisé selon les dispositions retenues dans l'étude de décembre 2002 de la société GEOSUM. A la fin des travaux, la société CEDEST présentera à l'inspecteur des installations classées un rapport descriptif de la réalisation des travaux (plan et coupes de l'emprise du confinement, volume des terres polluées déplacées, analyses des sols restés en place, résultats des essais de perméabilité des couches d'assise et de couverture du confinement, positionnement des piézomètres de suivi...).

ARTICLE 4 - RESTRICTIONS D'USAGE

A la fin des travaux, des restrictions d'usage seront établies pour les zones ayant fait l'objet des travaux. Toutes constructions ou affouillements de sols seront interdits sur le site de confinement et seul un usage industriel pourra être retenu sur la zone dans laquelle se trouvent actuellement les terres polluées par des métaux lourds. Les constructions à usage d'habitation y seront interdites. Les emprises précises de ces zones seront déterminées à l'issu des travaux. Ces restrictions d'usage seront définies dans une convention entre le propriétaire du site et l'Etat et inscrites aux hypothèques.

ARTICLE 5 – DECHETS

Les déchets et produits issus de la désindustrialisation du site devront être éliminés conformément au titre IV, livre V du Code de l'Environnement et des textes subséquents. Un état trimestriel des déchets éliminés avec leur filière d'élimination devra être adressé à l'inspection des installations classées accompagné des justificatifs nécessaires.

ARTICLE 6– RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation visée par le présent arrêté présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement précité, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 7 – INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers,

- une copie du présent arrêté sera déposé à la Mairie de Balaruc les Bains et pourra y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché pendant une durée minimum d'au moins un mois en Mairie,
- ce même extrait devra être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 8 – EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault,
Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Région Languedoc-Roussillon,
Le Maire de la commune de Balaruc les Bains,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de L'Hérault et dont une ampliation est notifiée administrativement à l'exploitant.

Fait à Montpellier, le - 9 MAI 2003
LE PREFET

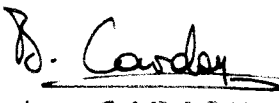
Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Philippe VIGNES

Ampliation de l'Arrêté dont
l'Original est conservé au
Registre des Arrêtés sous

le N° 2003 - 1 - 1676

Le Chef de Bureau


Brigitte CARDON